



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale de la  
protection des populations du Rhône

Service protection de l'environnement

Pôle inspection des installations classées et  
de la faune sauvage captive

**Monsieur le Préfet du Rhône**  
**Direction départementale de la**  
**protection des populations**  
**Service protection de l'environnement**  
**Pôle installations classées et environnement**  
**245 rue Garibaldi**  
**69422 LYON cedex 03**

Dossier suivi par : Jean-Philippe MAZOYER  
Mél : [ddpp-icpe@rhone.gouv.fr](mailto:ddpp-icpe@rhone.gouv.fr)  
Départ : PNE2018-23  
*à rappeler dans toute correspondance*

Objet : ICPE : avis en recevabilité - Demande d'enregistrement du 30 janvier 2018 présentée par la société LUSTUCRU FRAIS, ZAC Val de Charvas à COMMUNAY.

Lyon, le jeudi 29 mars 2018

Objet : Installations classées – Demande d'enregistrement du 30 janvier 2018 présentée par la société LUSTUCRU FRAIS, ZAC Val de Charvas à COMMUNAY.

Référence : Votre transmission du 21 février 2018.

Par transmission en date du 21 février 2018, reçue le 23 février 2018, vous avez communiqué à l'inspection des installations classées un exemplaire du dossier de demande d'enregistrement visé en objet.

## 1 – INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

Cette demande, déposée par l'exploitant le 7 février 2018, concerne l'aménagement d'une plateforme logistique sur le site de production existant sise ZAC Val Charvas à COMMUNAY (69360), en vue d'accroître ses capacités de stockage.

L'installation projetée relève :

- du régime de l'enregistrement prévu aux articles R.512-46-1 à R.512-46-7 du code de l'environnement au titre de la rubrique :
  - 1510-2 : **Entrepôts couverts** (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts et dont le volume est supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup>).
- du régime de la déclaration prévu aux articles R.512-47 à R.512-54 du code de l'environnement au titre de :
  - 1511-3 : **Entrepôts frigorifiques**, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> ;
  - 2925 : **Ateliers de charge d'accumulateurs**. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW ;
  - 4735-1-b : **Ammoniac**. 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t.

## 2 – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

### 2.1 – Caractère complet ou non du dossier

Le dossier transmis comprend toutes les pièces et documents exigés par les dispositions des articles R.512-46-3 à R.512-46-6 du code de l'environnement.

### 2.2 – Caractère régulier ou non du dossier

Le dossier transmis est régulier tel que décrit dans les dispositions de l'article R.512-46-8 du code de l'environnement.

## 3 – PROPOSITION DE L'INSPECTION

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire ; lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

Au regard des dispositions des articles R.512-46-3, 4, 5, 6 du code de l'environnement, le contenu des différents éléments fournis par l'établissement LUSTUCRU FRAIS paraît, à ce stade d'examen de la demande, en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec la sensibilité de l'environnement du projet, au regard des intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement.

Le dossier de demande est estimé complet et régulier, et peut être communiqué au conseil municipal de la commune où l'installation est projetée, à celui des communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et au moins à celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre du projet en application des dispositions de l'article R.512-46-11 du code de l'environnement.

Cette consultation concerne donc les communes de **COMMUNAY (69360)**, **TERNAY (69360)** et **CHASSE-SUR-RHÔNE (38670)**.

Il conviendra que le **SDMIS** soit consulté lors de la procédure.

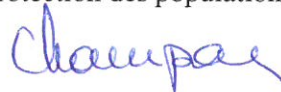
Les dispositions régissant la consultation du public peuvent être prises par arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article R.512-46-12 du code de l'environnement. Le dossier ayant été considéré comme complet et régulier le 29 mars 2018, conformément à l'article R 512-46-18, la décision sur la procédure doit intervenir dans un délai de 5 mois, **soit avant le 29 août 2018**, faute de quoi l'absence de réponse vaudra décision de refus.

L'inspecteur de l'environnement,



Jean-Philippe MAZOYER

Vu et transmis,  
La directrice départementale de la  
protection des populations,



Élisabeth CHAMPALLE

